



PARTI SOCIALISTE AUTONOME
DU JURA SUD
PSA

Conférence de presse du Parti socialiste autonome du Jura-Sud en vue des élections cantonales et régionales Moutier, le 5 février 2014

Accueil

C'est avec le plus grand plaisir que le Comité de campagne du Parti socialiste autonome du Jura-Sud vous accueille à cette conférence de presse consacrée aux prochaines élections régionales et cantonales. En vous remerciant d'y prendre part, nous vous saluons bien cordialement et nous réjouissons de vous présenter nos candidates et nos candidats dont certains sont présents pour vous exposer les attentes, les ambitions et les objectifs du PSA en relation avec les élections de renouvellement du Conseil-exécutif, du Grand Conseil et du Conseil du Jura bernois.

Contexte politique général

Ces élections devront prendre en compte une réalité politique générale qui a été marquée, huit ans durant et tout particulièrement au cours de la législature qui s'achève, par une cohabitation toujours plus antagoniste entre un gouvernement à majorité de gauche et un parlement clairement dominé par un bloc bourgeois animé d'un esprit d'opposition aveugle ne servant que ses intérêts électoraux au détriment de l'intérêt général. Ou bien on poursuit dans cette voie ou bien les rapports de force changent et excluent cette cohabitation néfaste. **En tant que parti socialiste, notre formation souhaite évidemment contribuer à renforcer la gauche pour en faire idéalement une majorité parlementaire et gouvernementale.**

Cette échéance électorale suit de quelques mois à peine le vote du 24 novembre 2013 sur l'avenir institutionnel de la région. Comme parti autonomiste, le PSA ne peut pas faire abstraction du contexte induit par le résultat très clair de ce scrutin. Si le PSA basait sa politique exclusivement sur la Question jurassienne, sa pérennité aurait été remise en cause. Or, comme nous avons souvent l'occasion de le répéter, le PSA axe son action sur quatre piliers : **socialisme, culture francophone, politique régionale et autonomie**

politique. Sur trois de ces quatre axes, il se distingue du PSJB. Le PSA considère en effet toujours que le Jura-Sud est une terre romande dont la spécificité francophone doit être défendue et mise en valeur. Il s'oppose donc à la dilution de nos districts dans une entité bilingue dominée par Bienne et le Seeland. Ne se gargarisant pas de bilinguisme et de centralisation urbaine, le PSA tient fermement à une politique de développement adaptée à notre région. Contrairement à d'autres qui s'abaissent à reconnaître qu'ils se sont « *toujours efforcés de ne pas être les défenseurs d'intérêts purement régionaux* », les élus du PSA, eux, sont fiers de s'engager d'abord pour notre région et sa population. Tout ceci montre que, même après le 24 novembre 2013 et peut-être **plus que jamais, le PSA a une place sur l'échiquier politique régional.**

Bilan de la législature

Le PSA laisse les électeurs juges du travail accompli par ses représentants au Grand Conseil et au Conseil du Jura bernois. Par leurs engagements concrets ne se limitant pas aux déclarations de bonnes intentions, ses élus sont parvenus à des résultats tangibles.

Au Conseil du Jura bernois, on doit en particulier aux représentants du PSA :

- L'abandon du test d'aptitudes scolaires *multicheck* ;
- Le fait que les francophones ont « échappé » à la mesure d'économie consistant à la réduction d'une leçon du temps d'enseignement destiné aux élèves de l'école primaire ;
- La création et la pérennisation de l'action éducative en milieu ouvert (AEMO) ;
- Le soutien du CJB dans les dossiers de la révision de la loi sur le statut du corps enseignant et de la loi sur la caisse de pensions ;
- Une meilleure défense de la cause syndicale.

Au Grand Conseil, l'engagement des trois députés s'est traduit par le dépôt de 49 interventions parlementaires (bien plus que les autres groupes) ayant débouché notamment sur :

- L'abandon du projet du canton de dégrader en centres de santé les deux sites de l'Hôpital du Jura bernois ;
- L'engagement du canton dans le soutien à l'entreprise Tornos ;
- Un report pour réexamen du projet de conférence régionale bilingue Seeland-Bienne-Jura bernois ;
- Le dépôt d'une initiative cantonale relative à la représentation des minorités linguistiques au Conseil national ;
- Le soutien à la ligne CFF Bâle-Delémont-Moutier-Granges-Bienne.
- L'extension du droit aux indemnités accordées à l'ensemble des chômeurs du Jura bernois et de Bienne ;
- Le réexamen de la progression salariale des enseignants ;
- Le maintien des dispositions relatives au vote séparé menacées de restriction par l'UDC.

La diversité de ces interventions montre que, contrairement à d'autres, l'action politique du PSA ne se confine pas à la question institutionnelle.

Programme politique

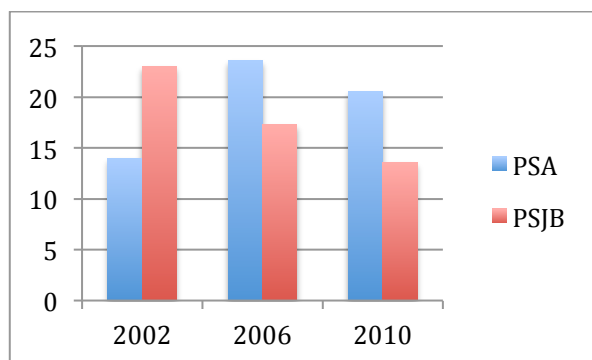
Lors de leurs conférences de presse, les partis politiques ont répondu à la question « QUI ? » mais pas à la question « POURQUOI ? ». Ils proposent ainsi d'élire des personnalités sans préciser quelle politique ces dernières appliqueront une fois élues. Nous allons, ici et à leur place, préciser les enjeux en répondant à cette dernière question. En choisissant des candidats des listes bourgeoises (UDC, PBD, PLR, UDF), les gens d'ici doivent savoir que leurs députés poursuivront la politique de démantèlement social chère au bloc bourgeois au Grand Conseil et qu'ils tenteront de la faire admettre au CJB. Si, après le train de mesures d'économies touchant les écoles, le domaine social, la santé, les soins à domicile, la fonction publique, les subsides liés à l'assurance-maladie, etc... si les électeurs veulent encore des mesures plus douloureuses et drastiques d'ores et déjà envisagées, s'ils soutiennent les baisses fiscales favorisant une minorité de riches au détriment des classes moyennes et plus modestes, s'ils reconnaissent une prééminence du privé sur le secteur public, alors il faut effectivement faire confiance aux candidats de droite. Si les électeurs tiennent au contraire à **un Etat social, juste et solidaire**, s'ils jugent que **le bien public et l'intérêt général** doivent l'emporter sur les intérêts privés et particuliers, s'ils n'acceptent plus cette hystérie d'économies touchant aux fondements de la société pour favoriser les nantis, alors ils doivent au contraire placer leur entière confiance dans les partis politiques formant la gauche progressiste et, en particulier, dans le Parti socialiste autonome qui se battra en outre pour une politique de développement adaptée à notre région et pas seulement aux centres urbains.

Les électeurs qui entendent être représentés par des élus déterminés et fiables n'étant pas des bénis-oui-oui peuvent faire confiance aux candidates et aux candidats du PSA. Il s'agira de se mettre à l'ouvrage sans attendre notamment pour s'opposer à l'alliance de droite (UDC, PBD, PLR, UDF) qui a uni ses forces pour exiger que l'exécutif présente «le plus rapidement possible» au Grand Conseil un nouvel ensemble de mesures d'économies induisant de véritables changements des offres et des structures (EOS 2).

Les ambitions du PSA

Il est bon de rappeler l'évolution du poids politique du PSA entre 2002 et 2010

	2002	2006	2010
PSA	14%	23.6%	20.5%
PSJB	23%	17.3%	13.6%



La percée exceptionnelle de 2006 s'explique par le contexte économique régional (affaire Boillat) et par la participation de M. Maxime Zuber à l'élection ouverte à la succession de M. Annoni au gouvernement. En 2010, la situation n'était pas la même avec un candidat au gouvernement qui était sortant (Philippe Perrenoud). On constate au passage que la candidature Perrenoud au gouvernement ne s'est pas traduite par un effet d'entraînement sur le PSJB. Ce qui constitue la preuve qu'une bonne partie de l'électorat de gauche a voté pour Perrenoud et pas pour le PSJB.

Compte tenu des incertitudes liées au contexte « post-24 novembre 2013 », et même si, comme le montrait un sondage, l'aspiration à l'autonomie politique est plus forte à gauche qu'à droite, le PSA préfère la prudence à l'optimisme. Aussi mise-t-il sur **le maintien de ses trois sièges au Grand Conseil** avec la reconduction des deux députés sortants (Irma Hirschi, Maxime Zuber).

Au niveau du CJB, le PSA entend **maintenir ses 4 sièges dans le district de Moutier et nourrir l'ambition d'en gagner un dans le district de Courtelary** grâce au fait qu'il y est seul à représenter les intérêts autonomistes. Pour atteindre cet objectif, il compte sur ses nouveaux candidats et sur l'expérience des sortants (Jean-Pierre Aellen, Peter Gasser et Pierre Mercerat).

Les moyens de ses ambitions : la qualité de ses candidats

Le PSA considère comme un signe positif le fait qu'il soit parvenu à préparer ses listes sans grands efforts vu l'intérêt manifesté par ses membres désireux de se porter candidats. Il aura en effet suffi d'une assemblée électorale pour boucler les listes.

Avec des personnalités expérimentées, engagées, populaires, aux compétences et à l'expérience reconnues, assumant ou ayant assumé des mandats électifs, jeunes, moins jeunes, femmes, hommes, représentant les trois districts, le PSA peut affirmer qu'il a les moyens de ses ambitions.

Candidates et candidats au Grand Conseil

Hirschi Irma	1951	Secrétaire, députée, conseillère municipale	Moutier
Zuber Maxime	1963	Professeur, député, maire	Moutier

Antille Gérard	1952	Mécanicien	Tavannes
Bortolussi Karim	1978	Assistant social, conseiller de ville	Moutier
Courbat Monique	1953	Professeur Dr ès lettres, conseillère communale	Lamboing
Gasser Peter	1959	Enseignant secondaire, membre CJB	Bévilard
Hennet Manuel	1969	Dessinateur géomètre, conseiller municipal	Bévilard
Koller Noémie	1981	Administratrice, maire	Corcelles
Montavon Guy	1958	Facteur, conseiller municipal, membre AIJ	Sonceboz
Robbiani Patrizio	1959	Employé CFF, formateur d'adultes, conseiller de ville	Moutier
Sauvain Pierre	1970	Employé de commerce, conseiller de ville	Moutier
Schwab Corinne	1961	Infirmière puéricultrice, conseillère de ville	Moutier

Candidates et candidats au Conseil du Jura bernois

District de Moutier

Aellen Jean-Pierre	1945	Enseignant retraité, député, membre CJB	Tavannes
Gasser Peter	1959	Enseignant secondaire, membre CJB	Bévilard
Mercerat Pierre	1952	Ingénieur HES, consultant, membre CJB	Court
Koller Noémie	1981	Administratrice, maire	Corcelles
Antille Gérard	1952	Mécanicien	Tavannes
Bortolussi karim	1978	Assistant social, conseiller de ville	Moutier
Grosjean Olivier	1968	Infirmier	Saules
Hennet Manuel	1969	Dessinateur géomètre, conseiller municipal	Bévilard
Robbiani Patrizio	1959	Employé CFF, formateur d'adultes, conseiller de ville	Moutier
Sauvain Pierre	1970	Employé de commerce, conseiller de ville	Moutier
Wüthrich Marcel	1966	Ingénieur ETS, resp. informatique, conseiller municipal	Tavannes

District de Courtelary

Riesen Maurane	1991	Etudiante en biologie	Sonceboz
----------------	------	-----------------------	----------

Beroud Olivier	1981	Cafetier-restaurateur	Renan
Egli Thierry	1968	Courtier en assurance	Saint-Imier
Montavon Guy	1958	Facteur, conseiller municipal, membre AIJ	Sonceboz
Vorpe Roger	1961	Horloger	Sonceboz

La question des apparentements

Les déclarations des Verts ayant alimenté une polémique, il est bon de rappeler ce qui suit.

2006 : Le PSA s'approche des Verts pour leur proposer un apparentement PSA-Verts. Ces derniers répondent, par la voix d'Yves Leuzinger, qu'une telle alliance électorale n'est possible qu'à la condition qu'elle regroupe l'ensemble des forces de gauche. Le PSA se dit ouvert à une telle option que le PSJB refuse pourtant en raison du sous-apparentement du PSA avec les autres partis autonomistes.

2010 : Le PSA renouvelle son offre aux Verts. La réponse tombe, identique : inimaginable s'il n'y a pas de rapprochement préalable entre PSA et PSJB. Le PSJB proteste contre le soutien de Christian Levrat, président du PS suisse, à la candidature Zuber au gouvernement en appui à la liste « Puissance 4 ». Au lendemain des élections, les Verts proposent toutefois au PSA d'intégrer leur groupe au Grand Conseil ! Le PS bernois et le PS suisse félicitent et remercient le PSA pour le soutien apporté à « Puissance 4 ». Les élus PSA intègrent la fraction socialiste au Grand Conseil.

2014 : Au jour du dépôt des listes, le 13 janvier 2014, on apprend que les Verts libéraux et la Gauche seront de la partie. L'apparentement PEV-UDF-Verts libéraux est annoncé, tout comme l'apparentement naturel de l'ensemble des forces autonomistes. Craignant pour le maintien de leur siège, les Verts écartent leurs considérations puristes et reviennent à des préoccupations plus existentielles. Pour expliquer ce revirement, il faut trouver un motif plausible : on pense alors à exploiter le vote du 24 novembre. Le jeudi soir 16 janvier 2014, les Verts évoquent donc pour la première fois le vote du 24 novembre 2013, pour proposer un apparentement de dernière minute au PSA et à la Gauche. Sans révéler cependant qu'ils présentent la même offre au PSJB.

Lundi 20 janvier 2014 : L'apparentement PSJB-Verts est annoncé et, pour se dédouaner, les deux partis réécrivent l'histoire toute fraîche pour accuser le PSA d'avoir refusé une union de la gauche !

L'apparentement autonomiste

Pour le PSA, qui a jusqu'ici toujours profité de l'apparentement autonomiste sans qu'on lui demande aucune concession sur sa ligne politique, il est absolument exclu que son solde de suffrages serve les intérêts d'une autre formation que celles de la coalition du 24 novembre. Aux idéalistes, qui verraient dans l'apparentement autonomiste une « alliance contre-

nature », on rétorquera, pour ne citer qu'un exemple, que le PSJB fusionne localement (Moutier) avec le PEV, lequel fait alliance avec l'UDF au niveau régional.

L'alliance autonomiste est quant à elle très naturelle puisqu'elle repose sur la volonté partagée de défendre avant tout les intérêts de la région et sa spécificité. Elle est d'autant plus cohérente que cet apparemment « faible » sous-tend un sous-apparemment « fort » PSA-la Gauche.

L'élection au Conseil-exécutif

Un engagement dans l'élection au gouvernement vise essentiellement trois objectifs :

- faire usage d'une tribune privilégiée pour défendre des idées, des valeurs et proposer une action politique ;
- faire élire les candidats d'un parti ;
- profiter de l'effet d'entraînement de cette joute politique sur l'élection du parlement pour faire progresser les forces politiques auxquelles appartiennent les candidats.

En 2006 et en 2010, le Parti socialiste autonome était légitimé à viser ces trois objectifs en participant à cette élection, notamment en vue de faire entendre les attentes des autonomistes sur le plan institutionnel. Avec un certain succès, puisqu'en 2006, le PSA gagnait largement cette élection au niveau régional et emportait un siège supplémentaire au Grand Conseil. Il confirmait sa position en 2010.

La votation du 24 novembre 2013 ayant débouché sur le résultat que l'on sait, une candidature socialiste autonome ne se justifie plus aujourd'hui si ce n'est que par de purs intérêts électoraux qui discréditeraient le PSA.

La question n'était pas de savoir quels candidats le PSA recommandera mais d'abord de déterminer pour quels partis les candidats en lice ont l'intention de jouer les locomotives électorales.

Membre du parti socialiste suisse, dont le PSA est une des sections régionales, le candidat Philippe Perrenoud entend-il servir aussi les intérêts du PSA en appelant ouvertement et sans ambiguïté à voter pour les listes socialistes autonomes en sus de celles de son parti qui se situe toujours plus à droite de la gauche ?

La présidence du parti socialiste bernois vient de répondre à cette question. Dans un courrier adressé au PSA en date du 2 février 2014, le président du PSB souligne ainsi que personne ne doute de la position de Philippe Perrenoud à ce sujet, lui qui s'engage mieux que quiconque en faveur des positions de la gauche, en faveur de la solidarité à l'égard des moins bien lotis dans notre société ainsi que pour une politique durable. Dénonçant l'attitude de M. Bühler au cours de la campagne du 24 novembre, le président du PSB se dit convaincu que le socialiste francophone est l'homme qu'il faut au gouvernement en vue de l'échéance de la prochaine votation de Moutier. Le PSA salue la prise de position du président du PS bernois. Comme convenu, une rencontre devra avoir lieu entre le PSB et le

PSA avant que ce dernier prenne officiellement position.

Quoi qu'il en soit, pour le PSA, la candidature UDC doit être clairement écartée dans la mesure où les convictions de Manfred Bühler le placent à l'extrême opposée du PSA. Le candidat de l'UDC appartient à la droite dure et rétrograde. Nullement attaché à la culture francophone, il considère le Jura-Sud comme étant une région « comme les autres » qui ne mérite ni politique de développement adaptée à ses besoins, ni statu quo+ qu'il qualifie lui-même de « hochet destiné à amuser quelques politiciens ».

Conclusion

Plus déterminé et motivé que jamais, ayant intégré dans ses rangs de nouvelles forces vives, des personnalités jeunes, engagées et dynamiques, le PSA se lance dans cette bataille électorale avec enthousiasme et remercie par avance les citoyennes et citoyens du Jura-Sud de leur accorder leur confiance.

**Parti socialiste autonome du Jura-Sud
Comité de campagne**